

Cette étrange allergie de la présidente de l'Assemblée nationale à la liberté d'expression



Yaël Braun-Pivet a multiplié les rappels à l'ordre à l'encontre de députés, y compris issus de la majorité.

Avec Anne-Sophie Chazaud, Maxime Tandonnet

Bruno Le Maire "lâche" et Pap Ndiaye "communautariste" d'après des députés RN, lui-même accusé d'être un parti à "l'ADN xénophobe" par une député Renaissance, les hostilités étaient de mise à l'Assemblée Nationale. Ces trois incidents ont eu pour effet un rappel à l'ordre de la présidente, Yaël Braun-Pivet. Si l'on peut comprendre la volonté de comportement "respectueux", n'est-ce pas oublier ce que doit être au fond, la liberté d'expression, en particulier dans un contexte parlementaire ?

Maxime Tandonnet : En vertu des dispositions de l'alinéa 1er de l'article 26 de la Constitution du 4 octobre 1958, « aucun membre du Parlement ne peut être poursuivi, recherché, arrêté, détenu ou jugé à l'occasion des opinions ou votes émis par lui dans

l'exercice de ses fonctions ». Le principe est donc celui de la liberté d'expression totale à l'Assemblée nationale. Il n'est évidemment pas interdit au président de l'Assemblée nationale de faire un rappel des règles de courtoisie. Mais on ne peut pas censurer la parole des députés à l'Assemblée nationale, c'est une règle de la démocratie parlementaire.

Anne-Sophie Chazaud : Comme son nom l'indique, le Parlement est le lieu où l'on parlemente. Dans un contexte national et international soumis à de très fortes pressions et où les rapports de force sont de facto exacerbés, il est parfaitement naturel que les antagonismes puissent s'exprimer le plus naturellement du monde et parfois, si on le juge nécessaire, avec virulence, cette aptitude à l'affrontement étant même indispensable.

S'il y a outrance dans les différents propos échangés hier sur les bancs du Palais Bourbon, elle est avant tout dans l'hyper-réaction théâtralisée du ministre des Finances Bruno le Maire qui, ce faisant, sait parfaitement ce qu'il fait et pourquoi il le fait.

Feindre l'indignation effarouchée sur le mode des enfants dans la cour d'école (« maîtresse, maîtresse, il m'a traité ! -et encore avons-nous par chance échappé au barbarisme désormais courant « il m'a insulté *de* »..., aller jusqu'à poursuivre cette attitude ridicule en enregistrant de nouveau un message Twitter du plus parfait grotesque, à croire que l'on a beaucoup de temps à perdre en enfantillages), monter le tout en sauce en feignant de lutter contre Dieu sait quel extrémisme dont le terrible qualificatif de « lâche » serait la preuve éclatante et sonore (emprunté en l'occurrence à une citation de Dominique de Villepin lequel ne se définit pas précisément par son nazisme congénital) et surtout, surtout, ne pas répondre, grâce à toute cette agitation surjouée, sur le fond, à savoir la grande braderie des intérêts nationaux à l'étranger en particulier américains, grande braderie qui est un marqueur fort du macronisme. En, l'occurrence, après notamment les nombreux scandales du type Alstom (ou, dans un autre genre mais selon la même matrice McKinsey), il s'agissait de savoir à quelle sauce étrangère et prédatrice serait vouée l'entreprise d'électronique Exxelia.

Observons que le tour de passe-passe en forme de jérémia des outrées de Bruno Le Maire a remarquablement bien fonctionné puisqu'hier et aujourd'hui personne ne parle du fond. La Société du spectacle étant ce qu'elle est, tous les débats qui s'en sont suivis ont porté sur la question de la bonne tenue des discussions à l'Assemblée et sur des leçons de catéchisme et de maintien avec Yaël Braun-Pivet en guise de chaise partisane, mais personne n'a relancé sur le fond, ce qui est en réalité gravissime à l'heure où plus que jamais notre pays a besoin de protéger sa souveraineté économique et industrielle.

De la même façon, que le ministre de l'Éducation nationale Pap Ndiaye soit qualifié de « communautariste » n'est peut-être pas très plaisant mais ce propos a parfaitement le droit d'être tenu et le ministre peut soit s'en moquer soit le contester si cela lui chante. Il est vrai qu'il est peut-être plus facile de lancer des banderilles contre son propre pays tout seul à l'abri depuis les Etats-Unis comme ce fut récemment le cas lorsque l'intéressé était allé s'y plaindre d'un présumé problème grave de racisme en France (dont le fait qu'il soit ministre est probablement l'éclatante illustration) plutôt que d'en répondre devant la représentation

nationale. Le choix du terme communautariste n'était peut-être en l'occurrence pas très heureux, nous lui aurions préféré celui d'accointances indigénistes ou racialistes, mais peu importe, l'Assemblée nationale est le lieu du débat par excellence et nous ne sommes pas ici à l'Académie française non plus qu'à la messe et la parole est libre. Tout comme, après tout, il est loisible à certains de vouloir qualifier le RN de « xénophobe » : qu'est-ce que ça peut bien faire ? Voilà des années qu'ont lieu ces procès en disqualification avec moulte points Godwin agités à tout propos (récemment remplacés par le commode Point Poutine) et cela n'a pas empêché le groupe RN de monter à 89 députés dans l'actuelle législature.

Les Français ont actuellement d'autres chats à fouetter que des débats sémantiques et des indignations de cour d'école.

Dans quelle mesure est-ce symptomatique d'une génération qui croit pouvoir apaiser le débat en ôtant du discours la violence verbale ? N'est-ce pas oublier l'importance de l'exutoire verbal dans le processus de civilisation ?

Maxime Tandonnet : Derrière cette question est posée celle du sens de la politique. Jadis, les hommes d'Etat authentiques relativisaient l'importance de ces insultes. Peut-être qu'ils en souffraient intérieurement mais ils ne s'en offusquaient pas ouvertement au point d'en faire une affaire d'Etat. Au pire les échanges d'insultes se finissaient (du temps de Clemenceau) en duels privés généralement plus symboliques que sanglants... Les insulteurs étaient parfois insultés et puis ils passaient à autre chose. Dès lors que les responsables politiques se comportaient en fonction d'un objectif qui dépassait leur personne, c'est-à-dire l'intérêt général de la Nation, les attaques contre leur personne n'avaient qu'une importance relative. Il en est tout autrement aujourd'hui dans le cadre de la politique hyper-narcissique. Leur image personnelle est l'obsession de la plupart des politiciens. Les paons vivent dans l'obsession de leur plumage. Dès lors que tout est dans le paraître, l'insulte devient insupportable. Mais autant l'invective elle-même que la surréaction des personnes qui en sont victimes donnent une image extrêmement délétère de la vie publique. Confrontés à mille souffrances quotidiennes et inquiétudes pour l'avenir de leurs enfants, les Français ne peuvent que s'indigner de ce piètre spectacle de cour de récréation... D'où la poussée de l'abstentionnisme...

Anne-Sophie Chazaud : Ceci constitue un véritable problème en effet. C'est ce que j'ai nommé dans mon essai sur les formes contemporaines de la censure le « paradigme de l'offense ». Ce-dernier est omniprésent dans la sphère idéologique dite progressiste dont le macronisme est une émanation parmi d'autres. Cette manière (redisons-le, bien commode car elle relève de l'esquive) de ne pas supporter l'affrontement correspond à ce que l'on a qualifié de génération-phénomène *Snowflake* aux Etats-Unis et qui malheureusement se répand partout dans un Occident culturellement colonisé. Ce terme désigne le fait de ne pas

supporter, physiquement, mentalement, la critique, l'opinion contraire, au motif qu'elle porte à celui qui la reçoit une atteinte trop forte, trop violente. Pour cette raison, certains campus américains (qui ressemblent de plus en plus à s'y méprendre à des asiles d'aliénés) se sont dotés de « *safe spaces* » c'est-à-dire d'espaces refuges dans lesquels les individus-nombrils effarouchés par le contact avec l'altérité peuvent se réfugier pour se recentrer sur le confort sécurisé de leur petit ego geignard et victimaire -et donc tout-puissant.

Doit-on comprendre qu'il faudrait pour les macronistes et leurs inféodés idéologiques aménager des *safe-spaces* à l'Assemblée nationale pour que leurs petits coeurs puissent y trouver du réconfort face à cette méchante opposition qui n'en peut plus de s'opposer ? Le spectacle serait plaisant.

Ajoutons également que cette incapacité infantile à ne pas supporter l'indispensable âpreté du débat est particulièrement scandaleuse quand on songe aux conditions dans lesquelles vivent les Français qui se font égorger en veux-tu en voilà pour le moindre regard jugé de travers ou la moindre parole malheureuse. L'insécurité est partout mais les politiques « progressistes » voudraient quant à eux évoluer dans le monde enchanté des Bisounours alors même qu'ils sont directement responsables (et coupables) de la dégradation du climat dans lequel évoluent nos compatriotes ? Tout ceci est, on le voit, à la fois ridicule, irresponsable et grave.

L'Assemblée nationale n'est-elle pas, par excellence, le lieu où doivent pouvoir s'exprimer le plus frontalement et avec virulence les débats politiques comme cela a été historiquement le cas ?

Maxime Tandonnet : Si : la violence des attaques personnelles pouvant dégénérer en insultes fait partie de la tradition parlementaire. Le tribun Georges Clemenceau, quand il s'en prenait aux ministres, ne lésinait pas sur les noms d'oiseau du genre « imbécile ». Jules Moch ministre socialiste fut traité « d'assassin des travailleurs, de bas-policier, mégalomane » en 1950 par Jacques Duclos leader du parti communiste. « Taisez-vous donc abruti ! » assenait Gaston Deferre à René Ribièvre un adversaire politique en 1967. Traître, criminel, bandit, etc. sont des termes qui ponctuent parfois les débats les plus houleux qui dégénèrent... Et pire : fasciste, nazi, collabo, etc. En 1998 Jean-Pierre Chevènement traitait un député de droite de « maurrassien » lors du débat sur la nouvelle loi immigration – avant de s'en excuser il est vrai. L'insulte fait partie de la tradition parlementaire et dès lors que la parole est libre, il est difficile d'éviter le risque qu'elle dégénère dans certains cas de tension ou d'excitation extrême. Faut-il s'en offusquer ?

Anne-Sophie Chazaud : L'arène du débat public en l'occurrence est indispensable, à la fois pour exprimer les rapports de force qui traversent la société elle-même mais également pour les mettre en mots. Cette fonction cathartique du langage ne saurait être évacuée en particulier dans les périodes de fortes tensions, le pays étant concrètement à l'heure actuelle au bord d'un gouffre insondable.

Le verbe en politique est indispensable pour nommer un réel souvent douloureux, difficile à appréhender et traversé de conflits multiples, c'est une plaque tectonique dont on ne saurait faire l'économie sous peine d'explosion totale de la marmite. Il est vrai que la Macronie avait pris l'habitude d'une Assemblée-godillots parfaitement insipide mais, mauvaise nouvelle, l'opposition existe et elle a bien l'intention de se faire entendre et, ce faisant, de faire entendre les Français, que cela plaise ou non. On sait à quel point cette vérité démocratique dérange l'exécutif qui y est viscéralement allergique (sous couvert de leçons de bonnes manières) puisqu'Emmanuel Macron a déjà menacé de dissolution en cas de blocage à l'Assemblée sur certaines réformes sociales. Telle est la matrice « progressiste » : on se plaint, on agresse puis l'on passe en force. Alors qu'il est si simple de répondre de ses actes et aux questions que vos adversaires politiques vous posent, adversaires qui incarnent, rappelons-le, la représentation de la nation.

Notons également que le verbe virulent ou fleuri (voire les lapsus, indispensables expressions du refoulé) ont toujours fait partie des débats démocratiques lesquels ne sauraient se dérouler dans l'ambiance feutrée, euphémisée, ouatée et bienveillante d'une réunion de managers buvant des smoothies sur la côte californienne. C'est une tradition bien gauloise et latin à laquelle nous devons rester attachés et qui fait tout le sel, aussi, de la vie politique (laquelle ne saurait, encore une fois, se résumer à quelque lab de management). On se souvient par exemple de Poincaré disant de Clémenceau qu'il était « violent, vaniteux, sourd physiquement et intellectuellement » et autres amabilités (l'on n'a pas souvenir d'entendre ces protagonistes geindre en retour...), ou Jean-Pierre Chevènement disant de Cohn-bendit « Oh, vous savez, ce n'est pas la personne la plus mal famée que l'on soit obligé de rencontrer. Moi j'ai bien dû dîner avec un dictateur pakistanais ». Le langage demeure le lieu où s'exprime la tension, la pulsion aussi, parfois inconsciente, qui traverse le corps social et ses représentants, comme le soulignent les truculents lapsus politiques tels la « fellation » de Rachida Dati en guise d'inflation, le « gode » électoral de Claude Guéant, la « pine » de mort de Jean-Marie Le Pen, les « empreintes génitales » de Brice Hortefeux ou encore Éric Woerth prônant le renforcement de la « fraude fiscale », le plus magistral de ces lapsus demeurant le fameux « Monsieur le ministre, il faut durcir votre sexe...ehu pardon, votre texte » du député RPR Vivien en 1975 au sujet de la classification des films pornographiques...

Le langage est là pour que le réel s'exprime, conscient ou inconscient et vouloir en permanence le criminaliser, le mettre en coupe réglée, l'adoucir, d'une certaine façon l'embourgeoiser, le censurer, le pénaliser, c'est non seulement étouffer la démocratie mais c'est également prendre le risque que tout ce qui ne trouvera pas à s'exprimer par les mots le fasse par d'autres biais dans lesquels la violence ne sera plus, pour le coup, médiatisée.

C'est à cela que sert l'affrontement politique. Et c'est pourquoi il faut toujours préférer l'affrontement dialectique contre le consensus qui fonctionne en réalité comme un véritable étouffoir antidémocratique.